



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 9 mai 2018 — N° 337

Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Hull sur le sujet suivant : *Souligner le 5^e anniversaire des Fées de l'Outaouais.*
- Le député de Bourget sur le sujet suivant : *Souligner le 20^e anniversaire de la Fête de la Maison des familles de Mercier-Est.*
- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Souligner la 1^{re} édition du Startup Weekend Laval.*
- Le député de Johnson sur le sujet suivant : *Hommage à M. Robert Beauchemin.*
- Le député de Trois-Rivières sur le sujet suivant : *Souligner le 30^e anniversaire de la Maison des jeunes de Trois-Rivières.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Hommage posthume à un pompier de Témiscouata-sur-le-Lac.*
- Le député de Groulx sur le sujet suivant : *La Chambre de commerce et d'industrie Thérèse-De Blainville, un monde d'opportunités.*
- La députée de Soulanges sur le sujet suivant : *Souligner la Journée mondiale de l'hypertension artérielle.*
- Le député de Lac-Saint-Jean sur le sujet suivant : *Hommage aux citoyens de Lac-Saint-Jean.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

**INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE
PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL**

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2
AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**
- 2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**
- 3) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

- 4) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**
- 5) Projet de loi n° 79*
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42^e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**
-
- * Recommandation du lieutenant-gouverneur**
- 6) Projet de loi n° 85
Loi visant l'implantation de deux pôles logistiques et d'un corridor de développement économique aux abords de l'autoroute 30 ainsi que le développement des zones industrialo-portuaires de la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **19 septembre 2017**
- 7) Projet de loi n° 86
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance des commissions scolaires en vue de rapprocher l'école des lieux de décision et d'assurer la présence des parents au sein de l'instance décisionnelle de la commission scolaire
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le 4 décembre 2015
Rapport de la Commission de la culture et de l'éducation (consultations) déposé le **7 avril 2016**
- 8) Projet de loi n° 96
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile et la Loi sur le curateur public en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le **7 juin 2016**

- 9) Projet de loi n° 119
Loi visant à favoriser la résolution de différends en lien avec une entente intermunicipale relative à des services de police
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le **1^{er} novembre 2016**
- 10) Projet de loi n° 123
Loi modifiant diverses dispositions dans le domaine de la santé et des services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **9 décembre 2016**
- 11) Projet de loi n° 128
Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens
Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 13 avril 2017
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **27 mars 2018**
- 12) Projet de loi n° 160
Loi confirmant certaines conditions de travail applicables aux cadres des établissements de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **23 novembre 2017**
- 13) Projet de loi n° 161
Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune
Présenté par le ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs le **8 décembre 2017**
- 14) Projet de loi n° 168
Loi visant à favoriser l'accès à la justice et à en accroître l'efficacité
Présenté par la ministre de la Justice le **8 décembre 2017**
- 15) Projet de loi n° 172
Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation afin principalement d'instaurer une politique bioalimentaire
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, le **12 avril 2018**

- 16)** Projet de loi n° 174
Loi visant principalement à assouplir le régime d'assurance parentale afin de favoriser une meilleure conciliation famille-travail
Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **22 mars 2018**
- 17)** Projet de loi n° 176
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail
Présenté par la ministre responsable du Travail le **20 mars 2018**
- 18)** Projet de loi n° 178
Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la protection du consommateur
Présenté par la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation le **18 avril 2018**

Étude détaillée en commission

- 19)** Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 26 mai 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 19 octobre 2016
Principe adopté le **30 novembre 2016**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail
- 20)** Projet de loi n° 118
Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 2 novembre 2016
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 7 février 2017
Principe adopté le **23 février 2017**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

21) Projet de loi n° 140

Loi concernant les services dont bénéficie un ancien premier ministre

Présenté par la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le 5 décembre 2017

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 13 février 2018

Principe adopté le **14 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

22) Projet de loi n° 141

Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières

Présenté par le ministre des Finances le 5 octobre 2017

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 6 février 2018

Principe adopté le **15 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

23) Projet de loi n° 150

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017

Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2017

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2018

Principe adopté le **15 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

24) Projet de loi n° 152

Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau

Présenté par la ministre responsable du Travail le 15 novembre 2017

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 8 février 2018

Principe adopté le **22 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

25) Projet de loi n° 157

Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie le 16 novembre 2017

Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 6 février 2018

Principe adopté le **13 février 2018**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

26) Projet de loi n° 170

Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques

Présenté par le ministre de la Sécurité publique le 21 février 2018

Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 18 avril 2018

Principe adopté le **3 mai 2018**, et

Renvoyé à la Commission des institutions

27) Projet de loi n° 173

Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi

Présenté par le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 14 mars 2018

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 17 avril 2018

Principe adopté le **19 avril 2018**, et

Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

Prise en considération de rapports de commissions

28) Projet de loi n° 162

Loi modifiant la Loi sur le bâtiment et d'autres dispositions législatives afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau

Présenté par la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l'Habitation le 1^{er} décembre 2017

Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 14 mars 2018

Principe adopté le 22 mars 2018

Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **29 mars 2018**

29) Projet de loi n° 171

Loi édictant la Loi concernant la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange canadien et visant la conformité des mesures relatives aux contrats des organismes publics avec cet accord, l'Accord de commerce et de coopération entre le Québec et l'Ontario et l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne et ses États membres

Présenté par le ministre délégué à l'Intégrité des marchés publics et aux Ressources informationnelles le 22 février 2018

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 17 avril 2018

Principe adopté le 3 mai 2018

Rapport de la Commission des finances publiques déposé le **8 mai 2018**

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

30) Projet de loi n° 190

Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés

Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014

Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

- 31) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**
- 32) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**
- 33) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**
- 34) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**
- 35) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1^{er} octobre 2014**
- 36) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**
- 37) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**
- 38) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**
- 39) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

- 40) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**
- 41) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**
- 42) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**
- 43) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**
- 44) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**
- 45) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**
- 46) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**
- 47) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**
- 48) Projet de loi n° 495
Loi modifiant la Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement
Présenté par le député de Granby le **3 décembre 2015**

- 49) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**
- 50) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**
- 51) Projet de loi n° 498
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur
Présenté par le député de Granby le **26 novembre 2015**
- 52) Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Loi sur le vérificateur général
Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **9 mars 2016**
- 53) Projet de loi n° 591
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par le député de Borduas le **25 février 2016**
- 54) Projet de loi n° 592
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par le député de Borduas le **9 mars 2016**
- 55) Projet de loi n° 593
Loi visant à contrer le taxi illégal
Présenté par la députée de Vachon le **18 février 2016**
- 56) Projet de loi n° 594
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **25 février 2016**
- 57) Projet de loi n° 595
Loi visant à protéger l'accès aux établissements où se pratiquent des interruptions volontaires de grossesse
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **24 février 2016**

- 58) Projet de loi n° 596
Loi modifiant le Code civil afin de rendre imprescriptibles les recours judiciaires pour les victimes d'agression à caractère sexuel
Présenté par le député de Borduas le **16 mars 2016**
- 59) Projet de loi n° 597
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption afin que le commissaire à la lutte contre la corruption soit une personne désignée par l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Borduas le **20 avril 2016**
- 60) Projet de loi n° 598
Loi modifiant le Code civil en matière d'état civil pour permettre le changement de mention du sexe des enfants transgenres
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **12 mai 2016**
- 61) Projet de loi n° 599
Loi visant à contrer l'accaparement des terres agricoles
Présenté par le député de Berthier le **26 mai 2016**
- 62) Projet de loi n° 690
Loi modifiant la Loi sur la police afin de minimiser les coûts des services de police sans compromettre la sécurité de la population et de faciliter le partage de ces services entre les corps de police
Présenté par le député de Blainville le **24 mai 2016**
- 63) Projet de loi n° 691
Loi visant à interdire la facturation de frais accessoires pour des services assurés
Présenté par la députée de Taillon le **25 mai 2016**
- 64) Projet de loi n° 696
Loi visant à inciter les municipalités à adopter une réglementation qui encadre le jeu libre dans les rues et les ruelles afin de favoriser les saines habitudes de vie chez les jeunes et d'améliorer le bien-être des familles
Présenté par le député de Borduas le **24 novembre 2016**
- 65) Projet de loi n° 697
Loi visant à permettre aux étudiants en droit de donner des consultations et des avis d'ordre juridique dans une clinique juridique universitaire afin d'améliorer l'accès à la justice
Présenté par le député de Borduas le **11 mai 2017**

- 66) Projet de loi n° 699
Loi modifiant la Loi sur l'administration fiscale dans le but d'augmenter certains seuils d'admissibilité pour interjeter un appel sommaire devant la division des petites créances de la Cour du Québec
Présenté par le député de Borduas le **23 mars 2017**
- 67) Projet de loi n° 790
Loi concernant la suspension du processus de délimitation des circonscriptions électorales
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **15 février 2017**
- 68) Projet de loi n° 791
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin d'encadrer les contrats de programme de récompenses
Présenté par le député de Borduas le **22 février 2017**
- 69) Projet de loi n° 792
Loi sur la procédure de sélection et de nomination des décideurs administratifs indépendants et de renouvellement de leur mandat
Présenté par le député de Borduas le **15 mars 2017**
- 70) Projet de loi n° 793
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique afin que tout élève de moins de 18 ans ait droit à la gratuité des services éducatifs prévus par cette loi sans qu'il soit nécessaire qu'il soit citoyen canadien ou résident permanent
Présenté par le député de Mercier le **23 mars 2017**
- 71) Projet de loi n° 794
Loi encadrant l'utilisation de l'état de santé comme facteur de détermination de risque dans les contrats d'assurance
Présenté par la députée de Taillon le **4 avril 2017**
- 72) Projet de loi n° 795
Loi proclamant le Mois de l'eau
Présenté par le député de Jonquière le **11 avril 2017**
- 73) Projet de loi n° 796
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de faciliter le soutien aux proches
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 juin 2017**

- 74) Projet de loi n° 797
Loi modifiant le Code civil afin que le lien de filiation du conjoint de fait décédé avant la naissance de son enfant soit reconnu
Présenté par le député de Borduas le **30 mai 2017**
- 75) Projet de loi n° 798
Loi visant à encadrer l'exploitation des établissements d'hébergement touristique de catégorie « résidences de tourisme » et à définir le rôle et les responsabilités des intermédiaires de location en ligne
Présenté par le député de Mercier le **26 avril 2017**
- 76) Projet de loi n° 799
Loi modifiant la Loi sur les syndicats professionnels dans le but de supprimer l'obligation d'être citoyen canadien pour être membre du conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel
Présenté par le député de Mercier le **10 mai 2017**
- 77) Projet de loi n° 890
Loi visant à assurer la saine administration de la justice afin de préserver la confiance du public envers le système de justice
Présenté par le député de Borduas le **18 mai 2017**
- 78) Projet de loi n° 891
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin de modifier la procédure de fixation et de révision du salaire minimum
Présenté par le député de Gouin le **4 octobre 2017**
- 79) Projet de loi n° 892
Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels afin d'encadrer la diffusion des états financiers des organismes qui sont assujettis à cette loi
Présenté par le député de Granby le **14 juin 2017**
- 80) Projet de loi n° 894
Loi modifiant la Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec afin que le papillon amiral soit reconnu comme insecte emblématique du Québec
Présenté par le député de Saint-Jean le **15 juin 2017**

- 81)** Projet de loi n° 895
Loi modifiant le Code civil dans le but de permettre à toute personne domiciliée au Québec d'obtenir une modification de la mention du sexe figurant sur son acte de naissance
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **17 mai 2017**
- 82)** Projet de loi n° 896
Loi remplaçant le nom de la circonscription électorale d'Arthabaska par Arthabaska-L'Érable
Présenté par le député d'Arthabaska le **9 juin 2017**
- 83)** Projet de loi n° 897
Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse afin de garantir le droit à l'éducation
Présenté par le député de Chambly le **1^{er} juin 2017**
- 84)** Projet de loi n° 898
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour permettre aux parents d'inscrire leur enfant dans l'école de leur choix
Présenté par le député de Chambly le **15 juin 2017**
- 85)** Projet de loi n° 899
Loi visant à reconnaître l'autonomie des municipalités en matière d'aménagement du territoire et de protection des sources d'eau potable
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **7 juin 2017**
- 86)** Projet de loi n° 990
Loi interdisant la fracturation hydraulique et la stimulation chimique des puits sur tout le territoire du Québec
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **13 juin 2017**
- 87)** Projet de loi n° 991
Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Rosemont le **14 juin 2017**

- 88)** Projet de loi n° 994
Loi modifiant la Loi sur la distribution de produits et services financiers dans le but d’instaurer un registre des assurances individuelles sur la vie pour assurer le paiement des produits d’assurance-vie aux bénéficiaires concernés
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**
- 89)** Projet de loi n° 995
Loi modifiant la Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture afin que les contrats d’arrangements préalables de services funéraires soient inscrits au registre des droits personnels et réels mobiliers
Présenté par le député de Borduas le **22 novembre 2017**
- 90)** Projet de loi n° 996
Loi modifiant le Code de procédure civile afin de faciliter l’exécution forcée des jugements en matière de recouvrement de petites créances
Présenté par le député de Borduas le **18 avril 2018**
- 91)** Projet de loi n° 997
Loi encadrant le commerce en ligne et visant à assurer l'équité fiscale envers le commerce traditionnel et local
Présenté par le député de Mercier le **1^{er} novembre 2017**
- 92)** Projet de loi n° 998
Loi visant principalement à faciliter l'accès au marché du travail aux personnes qui font partie d'une minorité visible en raison de leur origine ethnique ou de la couleur de leur peau et à lutter contre la discrimination et le racisme
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 novembre 2017**
- 93)** Projet de loi n° 999
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d’améliorer les conditions de travail minimales et de favoriser la conciliation travail-famille
Présenté par le député de Gouin le **15 novembre 2017**
- 94)** Projet de loi n° 1090
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l’environnement afin d’assurer l’indépendance des membres du Bureau d’audiences publiques sur l’environnement
Présenté par le député de Masson le **15 novembre 2017**

- 95)** Projet de loi n° 1091
Loi modifiant la Loi sur les transports pour rééquilibrer le partage de la contribution des automobilistes au transport en commun au sein de la Communauté métropolitaine de Québec
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **7 février 2018**
- 96)** Projet de loi n° 1092
Loi modifiant la Loi sur les normes du travail afin d'interdire les clauses de disparité de traitement entre les salariés
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 novembre 2017**
- 97)** Projet de loi n° 1093
Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique pour limiter et encadrer les contributions financières exigées des parents
Présenté par le député de Chambly le **22 mars 2018**
- 98)** Projet de loi n° 1094
Loi proclamant le Mois du patrimoine hispanique
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **6 décembre 2017**
- 99)** Projet de loi n° 1095
Loi permettant l'utilisation de textiles recyclés pour le rembourrage dans une perspective de développement durable
Présenté par la députée de Vachon le **19 avril 2018**
- 100)** Projet de loi n° 1096
Loi visant à favoriser la justice participative en facilitant le recours à un mode de prévention et de règlement des différends
Présenté par le député de Borduas le **18 avril 2018**
- 101)** Projet de loi n° 1097
Loi sur le droit à la déconnexion
Présenté par le député de Gouin le **22 mars 2018**
- 102)** Projet de loi n° 1098
Loi modifiant le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Groulx le **21 mars 2018**

103) Projet de loi n° 1099

Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec

Présenté par le député de Rousseau le **19 avril 2018**

104) Projet de loi n° 1190

Loi instaurant une représentation paritaire entre les femmes et les hommes au Conseil des ministres

Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **19 avril 2018**

105) Projet de loi n° 1191

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse

Présenté par le député de Lac-Saint-Jean le **2 mai 2018**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

106) Projet de loi n° 204

Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

107) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Mascouche

Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

108) Projet de loi n° 211

Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins

Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

109) Projet de loi n° 214

Loi concernant la Ville de Drummondville

Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

110) Projet de loi n° 221

Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield

Présenté par la députée de Vaudreuil le **16 novembre 2016**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

111) Projet de loi n° 225

Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy

Présenté par le député de Richelieu le **11 mai 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

112) Projet de loi n° 231

Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe

Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **15 novembre 2017**, et

Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

113) Projet de loi n° 232

Loi visant à interdire à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux d'exploiter un stationnement payant sur le territoire de la Ville de Belœil

Présenté par le député de Borduas le **7 décembre 2017**, et

Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

114) 8 mai 2018

Motion de la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques :

QUE le principe du projet de loi n° 1190, Loi instaurant une représentation paritaire entre les femmes et les hommes au Conseil des ministres, soit adopté.

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur sa gestion administrative et sur ses engagements financiers.
- Audition de la Régie de l'assurance maladie du Québec sur sa gestion administrative.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le rapport 2014-2015 du président du Conseil du trésor et ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes concernant l'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs sur le chapitre 4 du rapport du printemps 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Travaux sylvicoles ».
- Audition du ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports sur le rapport d'audit particulier du Vérificateur général du Québec intitulé « Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports : gestion contractuelle » et en suivi de la recommandation 3.1 du 36^e rapport de la Commission de l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion sur sa gestion administrative et ses engagements financiers et sur le chapitre 5 du rapport de l'automne 2017 du Vérificateur général du Québec intitulé « Intégration des personnes immigrantes : services individuels de soutien à l'installation et à l'intégration ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Les résidences privées pour aînés : plus que de simples entreprises de location résidentielle ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 221**, Loi concernant la Ville de Salaberry-de-Valleyfield (mandat confié le 16 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 225**, Loi concernant la Société du complexe portuaire de Sorel-Tracy (mandat confié le 11 mai 2017).
- **Projet de loi n° 231**, Loi concernant la Ville de Saint-Hyacinthe (mandat confié le 15 novembre 2017).

Mandat d'initiative

- Accès aux services financiers de proximité en région.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 53**, Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires (mandat confié le 30 novembre 2016).
- **Projet de loi n° 152**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine du travail afin principalement de donner suite à certaines recommandations de la Commission Charbonneau (mandat confié le 22 février 2018).
- **Projet de loi n° 173**, Loi visant principalement à instaurer un revenu de base pour des personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi (mandat confié le 19 avril 2018).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 176**, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives afin principalement de faciliter la conciliation famille-travail (mandat confié le 18 avril 2018).

Mandat conféré par une loi

- Audition du président du conseil d'administration et chef de la direction de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail et examen des orientations, des activités et de la gestion de la Commission.
- Audition de l'Alliance de l'industrie touristique du Québec.
- Audition du président-directeur général du Conseil de gestion de l'assurance parentale sur sa gestion administrative et sur la gestion du Fonds d'assurance parentale.
- Examen du rapport sur la mise en œuvre de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre.
- Examen des rapports sur les activités financées par le Fonds québécois d'initiatives sociales.
- Examen du rapport intitulé « Résultats des actions menées dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale ».
- Examen du rapport intitulé « Améliorer la situation économique des personnes : un engagement continu ».
- Examen du rapport intitulé « Traitement des pensions alimentaires pour enfants dans les programmes gouvernementaux ».

Mandat d'initiative

- Dresser le bilan du Carnet de référence de la Commission de la construction du Québec et son impact sur les phénomènes d'intimidation et de discrimination syndicale sur les chantiers de construction du Québec.

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 141**, Loi visant principalement à améliorer l'encadrement du secteur financier, la protection des dépôts d'argent et le régime de fonctionnement des institutions financières (mandat confié le 15 février 2018).
- **Projet de loi n° 150**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016 et du 28 mars 2017 (mandat confié le 15 février 2018).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 140**, Loi concernant les services dont bénéficie un ancien premier ministre (mandat confié le 14 février 2018).
- **Projet de loi n° 170**, Loi modernisant le régime juridique applicable aux permis d'alcool et modifiant diverses dispositions législatives en matière de boissons alcooliques (mandat confié le 3 mai 2018).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 178**, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant la protection du consommateur (mandat confié le 26 avril 2018).

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.
- La place des femmes en politique.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 118**, Loi sur les laboratoires médicaux, les centres de services orthopédiques et les centres de physiologie respiratoire exploités par une entité autre qu'un établissement de santé et de services sociaux (mandat confié le 23 février 2017).
- **Projet de loi n° 157**, Loi constituant la Société québécoise du cannabis, édictant la Loi encadrant le cannabis et modifiant diverses dispositions en matière de sécurité routière (mandat confié le 13 février 2018).
- **Projet de loi n° 232**, Loi visant à interdire à un établissement public au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux d'exploiter un stationnement payant sur le territoire de la Ville de Belœil (mandat confié le 7 décembre 2017).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d’organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l’Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L’ENVIRONNEMENT

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Interpellation :

- Du député de Sanguinet au ministre des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports sur le sujet suivant : *Le Réseau express métropolitain : un projet du gouvernement libéral au bénéfice de la Caisse de dépôt et placement du Québec, et non de la population* (avis donné le 3 mai 2018).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les [questions déjà inscrites](#) paraissent
au Feuilleton du mercredi

297) M. Bonnardel (Granby) – **10 avril 2018**
À la ministre de la Justice

Il arrive des situations malencontreuses où les gens décèdent des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation. Si malheureusement les proches soupçonnent une faute médicale et désirent consulter le dossier du défunt, si ce dernier est âgé de 14 ans et plus, cet accès leur est refusé par les autorités médicales ainsi que par la Commission d'accès à l'information.

Compte tenu des délais existants dans le système judiciaire, cette situation peut devenir rapidement un fardeau compliqué et dispendieux.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit ajouter au dossier d'admission un document dans lequel le patient nommerait la personne à qui incomberait cette responsabilité advenant son décès des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation?

- 298) M. Bonnardel (Granby) – **10 avril 2018**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

Il arrive des situations malencontreuses où les gens décèdent des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation. Si malheureusement les proches soupçonnent une faute médicale et désirent consulter le dossier du défunt, si ce dernier est âgé de 14 ans et plus, cet accès leur est refusé par les autorités médicales ainsi que par la Commission d'accès à l'information.

Compte tenu des délais existants dans le système judiciaire, cette situation peut devenir rapidement un fardeau compliqué et dispendieux.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit ajouter au dossier d'admission un document dans lequel le patient nommerait la personne à qui incomberait cette responsabilité advenant son décès des suites d'un traitement ou d'une hospitalisation?

- 299) M. Turcotte (Saint-Jean) – **11 avril 2018**
À la ministre responsable de l'Enseignement supérieur

L'Ordre des pharmaciens du Québec travaille depuis 2011 sur différents documents concernant l'élaboration d'un rehaussement des compétences des assistants techniques en pharmacie (ATP). D'ailleurs, deux documents Projet de révision du rôle des assistants techniques en pharmacie (ATP), dévoilé en février 2014, et Profil de compétences personnel technique, dévoilé en mars 2014, font état de l'avancement des travaux en ce sens.

En juillet 2014, le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES) a accordé un mandat à une firme d'experts-conseils pour la réalisation d'une étude sectorielle auprès des pharmaciennes, des pharmaciens, des experts et des expertes du domaine de la pharmacie. L'objectif principal de ce mandat était de « vérifier l'adéquation entre la situation actuelle et projetée (besoins en main-d'œuvre) au sein des pharmacies communautaires et des établissements de santé et l'offre de formation dans le secteur de la pharmacie ». Un sous-objectif était de recueillir les renseignements qui permettraient aux ministères concernés de décider quelle est la formation initiale nécessaire à l'exercice de la ou des professions d'assistance technique en pharmacie. Ce rapport de 176 pages a été dévoilé en 2016.

Vous avez répondu à ma dernière question écrite sur cet enjeu en me mentionnant que « le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a récemment statué sur la nécessité de réaliser une analyse portant sur les pharmacies des établissements hospitaliers ».

- Combien d’analyses et d’études seront nécessaires pour qu’une décision soit prise?
- Combien ont coûté et coûteront ces études?
- Avez-vous consulté l'Ordre des pharmaciens du Québec et l'Association québécoise des assistants techniques en pharmacie?

Finalement, dans votre réponse à ma précédente question écrite, vous mentionnez « qu’en fonction des orientations retenues par le MSSS, le MESS sera alors en mesure de déterminer le ou les meilleurs dispositifs de formation pour répondre aux besoins du milieu du travail dans le secteur de la pharmacie, et ce, en fonctions des besoins [...]. Enfin, il établira l’échéancier approprié, le cas échéant ».

- Quel est cet échéancier?

300) M. Bonnardel (Granby) – **24 avril 2018**

À la ministre responsable de la Protection des consommateurs et de l’Habitation

Le montant de l’allocation-logement est calculé à partir du revenu net inscrit à la ligne 275 de la déclaration de revenus des particuliers (TP-1). Or, si une personne reçoit une indemnité de l’Indemnisation des victimes d’actes criminels (IVAC) des suites d’une agression, elle inscrira ce montant à la ligne 148, mais ne le déduira pas avant la ligne 295, ce qui résultera à priver de son allocation-logement une personne vivant de prestations d’aide sociale.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit réviser le mode de calcul de l’éligibilité à l’allocation-logement afin de ne pas pénaliser les plus vulnérables de notre société qui en plus ont été victimes d’actes criminels?

- 301) M. Bonnardel (Granby) – **24 avril 2018**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le montant de l'allocation-logement est calculé à partir du revenu net inscrit à la ligne 275 de la déclaration de revenus des particuliers (TP-1). Or, si une personne reçoit une indemnité de l'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) des suites d'une agression, elle inscrira ce montant à la ligne 148, mais ne le déduira pas avant la ligne 295, ce qui résultera à priver de son allocation-logement une personne vivant de prestations d'aide sociale.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit réviser le mode de calcul de l'éligibilité à l'allocation-logement afin de ne pas pénaliser les plus vulnérables de notre société qui en plus ont été victimes d'actes criminels?

- 302) M. Bonnardel (Granby) – **24 avril 2018**
Au ministre des Finances

Le montant de l'allocation-logement est calculé à partir du revenu net inscrit à la ligne 275 de la déclaration de revenus des particuliers (TP-1). Or, si une personne reçoit une indemnité de l'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) des suites d'une agression, elle inscrira ce montant à la ligne 148, mais ne le déduira pas avant la ligne 295, ce qui résultera à priver de son allocation-logement une personne vivant de prestations d'aide sociale.

Dans ce contexte, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit réviser le mode de calcul de l'éligibilité à l'allocation-logement afin de ne pas pénaliser les plus vulnérables de notre société qui en plus ont été victimes d'actes criminels?

- 303) M. LeBel (Rimouski) – **26 avril 2018**
Au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Le 28 mars dernier, le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale a confirmé que la province recevra 6,4 millions de dollars du gouvernement fédéral pour compenser les familles qui sont aux prises avec le « trou noir » de l'assurance-emploi.

Pour ce faire, des formations rémunérées sont actuellement disponibles dans les centres locaux d'emploi afin de pallier le déséquilibre financier que vivent les travailleurs saisonniers, principalement dans les quatre régions qui sont touchées par le trou noir (Bas-Saint-Laurent, Gaspésie-Les-Îles, Côte-Nord et Charlevoix). Nous souhaitons obtenir davantage de clarification sur ce programme.

Mes questions sont les suivantes :

- Est-ce que le programme de formation qui vise à répondre à la problématique du trou noir est un nouveau programme mis en place par Emploi-Québec? Ou bien le transfert d'argent du fédéral a été attribué à un programme déjà existant?
- Quel est le descriptif de ce programme? Quels sont les critères d'admission? Comment ce programme de formation répondra-t-il aux réalités des personnes aux prises avec le trou noir?
- Est-ce que le programme de formation sera disponible dans toutes les régions du Québec, ou seulement les 4 régions les plus touchées pourront bénéficier de ce programme (Bas-Saint-Laurent, Gaspésie–Les-Îles, Côte-Nord et Charlevoix)?
- Est-ce que le gouvernement compte déployer des ressources supplémentaires, sur tout le territoire du Québec, pour répondre aux personnes aux prises avec le trou noir de l'assurance-emploi?
- Les personnes aux prises avec le trou noir qui souhaitent appliquer sur le programme de formation d'Emploi-Québec doivent-elles être, au préalable, admissibles à l'aide sociale?
- Si une personne est admissible à une mesure de formation qui n'est présentement pas disponible sur le territoire, qu'advient-il de l'allocation d'aide à l'emploi auquel elle aurait droit?
- Par ailleurs, qu'advient-il à une personne qui obtient une allocation d'aide à l'emploi, mais qui ne peut terminer sa formation, car son emploi saisonnier recommence avant la fin de la formation?
- La diffusion de l'information concernant le programme de formation nous semble, jusqu'à présent, très limitée. Quels moyens le ministre compte-t-il prendre pour rendre disponible l'information? Est-ce que les agents de l'assurance-emploi du fédéral auront également l'information pour bien orienter les bénéficiaires?
- Si les 6,4 millions transférés du fédéral ne sont pas épuisés d'ici la fin de l'année financière, qu'advient-il de cet argent?
- Considérant l'adoption d'une motion adoptée à l'unanimité à l'Assemblée nationale visant à demander au gouvernement fédéral de revoir sa façon de calculer les prestations de l'assurance-emploi, est-ce que le gouvernement du Québec prévoit poursuivre cette revendication? Ou, va-t-il tout simplement se satisfaire d'un transfert d'argent qui ne répond pas, au final, à la problématique du trou noir?

304) Mme Roy (Montarville) – **9 mai 2018**

À la ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques

Le scientifique en chef, dans un mémoire intitulé «Orientations gouvernementales pour un gouvernement plus transparent, dans le respect de la vie privée et de la protection des renseignements personnels», et la communauté des cliniciens chercheurs du Québec soutiennent qu'il est immédiatement possible de sauver des vies en accédant aux données médicales contenues dans les bases de données en santé du gouvernement. Cependant, en raison du caractère limitatif de la Loi sur l'accès à l'information, les bases de données en santé sont trop rarement rendues accessibles aux chercheurs du Québec.

Si la Commission d'accès à l'information fait un travail irréprochable dans la gestion du droit individuel et de la protection des renseignements personnels en santé, certains sont en droit de se demander si les jugements et les décisions restrictives de la Commission sont en porte-à-faux avec la présence morale et éthique du caractère sacré de la vie. Ces décisions de la Commission paraissent brimer le bien commun et rompent le contrat social au nom d'une satisfaction juridique qui, elle, ne trouve pas écho dans la société québécoise.

Tous les acteurs politiques et juridiques comprennent bien le contrepois requis à la Loi sur l'accès pour assurer l'équilibre avec les intérêts sociétaux légitimes, tels que la sécurité publique et l'administration de la justice par exemple, mais ces mêmes acteurs demeurent complexés par rapport au domaine des renseignements sur la santé dont la capacité de sauver des vies immédiatement a maintes fois été prouvée. Il apparaît manifeste que la Loi actuelle est donc trop restrictive vis-à-vis l'accès aux données en santé et que les jugements d'un tribunal administratif (tels que ceux rendus par la Commission d'accès à l'information) sont des instruments inappropriés pour arbitrer des situations complexes et pour saisir l'opportunité de sauver des vies et d'améliorer la santé de la population québécoise.

Dans la perspective où le Québec accuse un retard sur l'accès aux données médicales gouvernementales et où l'accès à ces données permet de sauver des vies, notamment par le biais de devis de recherche novateurs, et prenant aussi en considération les progrès accomplis dans plusieurs pays, incluant le leadership de l'Ontario, je désire savoir si la ministre entend modifier la loi pour:

1. Permettre aux chercheurs universitaires et académiciens de lier les dossiers médicaux directement aux bases de données gouvernementales en santé (incluant la survie, les données dérivées lors d'hospitalisation – incluant les codes Classification internationale des maladies (CIM) notamment –, la consommation des médicaments, la facturation des médecins, les tests médicaux) afin de rendre possible un suivi administratif pragmatique permettant de répondre aux questions médicales d'intérêt;
2. Déjudiciariser, donc retirer à la Commission d'accès à l'information la tâche du processus d'accès aux données gouvernementales afin d'assouplir le processus et de faciliter la collaboration entre le gouvernement et les chercheurs. Pour ce faire, la revue de la pertinence d'une demande d'accès à l'information et l'éducation des demandeurs d'information en regard des aspects régulateurs pourraient se faire par le biais d'un comité de pairs;
3. Favoriser la création de co-instituts gouvernementaux et universitaires sécurisés et dédiés à la recherche et capable d'exécuter des mandats gouvernementaux, académiques et publics pour le bien de la santé des Québécois et pour améliorer la gouvernance du système de santé (tel que le Institute for Clinical Evaluative Sciences – ou ICES – en Ontario);
4. Moderniser le processus de consentement individuel pour l'accès aux données gouvernementales afin de l'adapter à l'environnement numérique actuel, aux avancées technologiques et aux nouvelles dynamiques de données.

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

- a) 8 mai 2018
Loi modifiant la Loi sur les impôts, la Loi sur la taxe de vente du Québec et d'autres dispositions législatives – *ministre des Finances*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

- b) 8 mai 2018
Loi modifiant la Loi concernant L'Industrielle-Alliance Compagnie d'Assurance sur la Vie – *député de Vanier-Les Rivières*.
- c) 8 mai 2018
Loi concernant la Ville de Sherbrooke – *député de Saint-François*.
- d) 8 mai 2018
Loi concernant les immunités accordées à l'Agence mondiale antidopage – *député de D'Arcy-McGee*.
- e) 8 mai 2018
Loi modifiant la Loi de la Société du port ferroviaire de Baie-Comeau – Hauterive – *député de René-Lévesque*.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS